



**Samedi 4 décembre 1954,
 à 10 h. 55**

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 65 de l'ordre du jour :	
Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche (<i>suite</i>)	191

Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR
 (Cuba).

POINT 65 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pêcheries et question de la conservation des ressources en poisson et de la réglementation de la pêche (A/2707 et Add.1 à 3, A/C.6/L.343) [*suite*]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. M. AKANT (Turquie), après avoir rappelé que sa délégation compte parmi celles qui ont demandé l'inscription de la question des pêcheries à l'ordre du jour provisoire de la neuvième session (A/2707/Add.1), présente quelques observations sur le projet de résolution commun (A/C.6/L.343), dont il est l'un des auteurs.
2. Il tient tout d'abord à préciser que la Commission du droit international a fait œuvre originale en appliquant à la question des pêcheries la théorie de l'abus de droit. Elle a examiné ce point à sa cinquième session et a adopté quelques articles (A/2456, par. 94), qui énoncent des principes généraux dont la mise en œuvre permettrait d'empêcher une exploitation abusive des ressources en poisson ou leur épuisement.
3. Toutefois, si la Commission du droit international a cru pouvoir se prononcer, sur le plan des principes, en faveur de la protection des pêcheries, elle a reconnu que la question présentait des aspects techniques qui dépassaient sa compétence et en conséquence a recommandé que l'Organisation des Nations Unies se concertât avec la FAO en vue de la préparation de projets de convention (A/2456, par. 102).
4. La conférence technique internationale dont le projet de résolution commun envisage la convocation vise précisément à faciliter l'élaboration de conventions internationales grâce à l'étude qu'elle ferait des questions relatives à la conservation internationale des ressources en poisson et à la réglementation internationale de la pêche. La conférence ayant pour seul objet l'examen de ces divers points, le projet de résolution en discussion n'est en rien contraire à la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale, qui pose le principe de l'unité du sujet. La conférence d'experts ne prendra en effet aucune décision, elle se bornera à formuler des recommandations; le rapport qu'elle rédigera sera transmis à l'Assemblée générale, et, aux termes du para-

graphe 5 du dispositif du projet de résolution, sera inscrit à l'ordre du jour provisoire de la dixième session.

5. Convaincu de la nécessité de mettre fin le plus tôt possible aux divergences de vues qui se font jour entre les Etats, le représentant de la Turquie estime qu'il importe de convoquer dans le plus bref délai cette conférence technique internationale, et exprime l'espoir que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

6. Selon M. MAURTUA (Pérou), il existe une certaine discordance entre le mémoire explicatif (A/2707) et les observations que le représentant des Etats-Unis a formulées lorsqu'il a présenté — à la séance précédente — le projet de résolution commun (A/C.6/L.343). M. Nash est en effet allé plus loin que les auteurs du mémoire en déclarant qu'une solution des aspects techniques du problème des pêcheries faciliterait la solution juridique du régime de la haute mer. Or, c'est une solution juridique qui s'impose en premier lieu, car il s'agit d'abord de déterminer la compétence des Etats; les questions techniques serviront ensuite d'illustration aux principes juridiques adoptés.

7. Certes, il est indéniable que certaines questions ne peuvent être résolues par des juristes. La Commission du droit international s'est elle-même déclarée incompétente en ce qui concerne les aspects purement techniques du problème des pêcheries. Mais M. Maúrtua ne pense pas pour autant que l'on puisse régler les questions techniques en laissant complètement de côté les aspects juridiques du problème. Tant que le problème juridique ne recevra pas de solution, on ne pourra résoudre celui de l'exploitation économique des ressources de la mer et celui de la conservation de ses richesses. Vouloir trancher d'abord les questions techniques serait une méthode dangereuse; en procédant ainsi, on risquerait de porter atteinte aux droits des Etats.

8. Si l'aide d'experts est indispensable, elle n'est pas suffisante. Il convient donc de soumettre le résultat de leurs recherches à des organismes chargés de dire le droit. La conférence que l'on envisage de créer doit avoir un seul but: proposer des moyens qui permettent de protéger les espèces et d'empêcher une exploitation incontrôlée des ressources de la mer. Les conclusions auxquelles elle parviendra doivent guider les juristes, mais c'est à un organisme juridique — M. Maúrtua insiste sur ce point — qu'il appartient de tirer les conséquences.

9. C'est pourquoi le représentant du Pérou estime que le rapport de la conférence devrait être communiqué non seulement aux gouvernements, mais encore à la Commission du droit international, qui, après examen, ne manquera pas de reviser son projet d'articles relatifs aux pêcheries.

10. M. ANDERSEN (Islande) rappelle la très grande importance de la question en discussion pour les pays dont l'économie est à des degrés divers fondée sur la

pêche. Or, on a pu constater que depuis une trentaine d'années la pêche était de moins en moins fructueuse malgré l'amélioration des techniques: c'est ainsi qu'un chalutier britannique qui, en 1919, pêchait en moyenne, dans la mer du Nord, 1.370 kg de poisson par jour de sortie, en pêchait à peine 600 kg en 1937.

11. Ce fait n'a pu laisser indifférent le Gouvernement de l'Islande, étant donné le rôle de la pêche dans l'économie du pays. Le sol de l'île étant en grande partie infertile, les importations sont absolument indispensables à l'existence des habitants. M. Andersen cite, à cet égard, un extrait d'un mémoire transmis par son gouvernement au Conseil de l'Europe et intitulé *The Icelandic efforts for fisheries conservation*, d'où il ressort que 97 pour 100 des importations sont financées par les exportations de produits de la pêche. On comprend que, dans ces conditions, le maintien des ressources en poisson dans les parages de l'Islande soit considéré comme un élément essentiel de la politique du gouvernement. Comme l'a fait remarquer le Ministre des affaires étrangères dans une communication reproduite dans le rapport de la Commission du droit international sur sa cinquième session, "on peut dire... que les fonds de pêche côtiers sont la condition *sine qua non* de l'existence du peuple islandais et que c'est grâce à eux que le territoire reste habitable" (A/2456, p. 54).

12. Conscient de l'importance fondamentale des ressources en poisson pour la vie du pays, le Parlement islandais a jugé indispensable de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger ces ressources et a entrepris depuis 1948 un programme de conservation. Le texte le plus récent qui ait été adopté à cet égard (règlement du 19 mars 1952) prévoit l'interdiction absolue de la pêche sur une largeur de 4 milles marins à partir de la ligne de base (A/2456, p. 58). Ces mesures ont donné d'excellents résultats: on constate une augmentation très nette de la quantité de poisson pêché, correspondant à un accroissement rapide de la reproduction des espèces.

13. Si intéressants qu'aient été les résultats enregistrés, on ne doit pas oublier que les ressources de la mer hors des eaux surjacentes au plateau continental doivent être protégées, elles aussi. Nombreuses sont en effet les espèces de poissons qui pratiquent la migration. Des efforts, auxquels l'Islande a participé, ont déjà été tentés pour assurer cette protection sur le plan international. La Commission du droit international a vu elle aussi l'importance du problème, mais s'est déclarée incompétente du point de vue technique. Il s'ensuit que l'examen d'ensemble du régime de la mer auquel la Commission procédera doit être complété par des études que seuls des experts peuvent entreprendre et des recommandations que seuls des experts peuvent formuler.

14. C'est dans cet esprit que la délégation islandaise, parmi d'autres, a présenté le projet de résolution commun (A/C.6/L.343), dont l'objectif essentiel est de fournir à l'Assemblée générale des données concernant une question que la Commission du droit international ne se juge pas en mesure d'étudier elle-même.

15. Exposant la manière dont il interprète le projet de résolution, M. Andersen indique tout d'abord que la conférence ne devrait pas se borner à déclarer indispensable la conservation des ressources de la mer. Elle devrait faire des propositions concrètes sur les mesures de conservation que les Etats pourraient adopter, étant

entendu que ces recommandations seraient de nature purement technique et ne préjugeraient en rien les décisions ultérieures de l'Assemblée générale sur le régime juridique de la mer dans son ensemble.

16. Il estime, en second lieu, que les mesures recommandées par la conférence ne viseraient que les eaux situées au-delà de la mer territoriale et de la zone contiguë; elles ne s'appliqueraient donc qu'aux eaux sur lesquelles l'Etat ne se reconnaît aucun droit de souveraineté.

17. M. Andersen précise en troisième lieu que, d'après lui, les propositions de la conférence, transmises à l'Assemblée générale, seraient renvoyées à la Commission du droit international. De toute façon, l'Assemblée ne les examinerait pas quant au fond, de manière à ne pas porter atteinte au principe d'unité reconnu par la résolution 798 (VIII), dont l'Islande elle-même a recommandé l'adoption.

18. En conclusion, le représentant de l'Islande se déclare prêt à discuter tout amendement qui tendrait à clarifier le texte du projet de résolution et à supprimer toute source de malentendus.

19. M. EVANS (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement a vu avec satisfaction la Commission du droit international formuler des principes généraux en matière de réglementation de la pêche et de conservation des ressources en poisson, car ces problèmes présentent une importance considérable sur le plan international, et la solution en est urgente.

20. La Commission du droit international a souligné que ces principes devraient être incorporés, par voie de convention, dans un système de règles d'application. Elle a toutefois précisé que cette concrétisation supposerait l'intervention de techniciens de la pêche, de nombreuses questions échappant à la compétence des juristes.

21. Par conséquent, la meilleure façon de faire un pas en avant serait de réunir les techniciens des pêcheries en une conférence qui examinerait la question sous le seul angle technique et administratif. La conférence examinerait les principes formulés par la Commission du droit international. Ce serait là une procédure normale, d'autant qu'il s'agit bien plutôt d'une œuvre de développement progressif du droit international que d'un travail de codification du droit existant.

22. Il devrait être clairement entendu que la participation à la conférence n'impliquerait, de la part des gouvernements, aucun engagement au sujet de la solution définitive des divers problèmes. La conférence se bornerait à formuler des recommandations, que l'Assemblée générale étudierait en même temps que le rapport de la Commission du droit international. Celle-ci devrait d'ailleurs avoir l'occasion de reviser son projet d'articles, si elle estimait que les recommandations de la conférence de techniciens justifient une révision.

23. La procédure que recommande le projet de résolution commun (A/C.6/L.343) n'est pas en contradiction avec le projet de résolution adopté par la Sixième Commission à propos du plateau continental (A/2849, par. 18). Différer la réunion de la conférence de techniciens jusqu'au moment où la Commission du droit international aura fait rapport sur l'ensemble des questions connexes serait retarder sans aucune justification la solution d'un problème urgent.

24. S'il est possible, comme la Commission du droit international l'a suggéré, que les mesures de réglementation devraient être pour une grande part élaborées sur le plan régional, il n'en est pas moins certain qu'une discussion du problème sur le plan mondial et à une date rapprochée est de nature à produire les meilleurs résultats.

25. En terminant, le représentant du Royaume-Uni tient à faire observer au représentant de l'Islande que le fait de participer à la conférence de techniciens n'impliquerait en rien une acceptation des revendications que d'autres Etats pourraient formuler sur les régions de la mer situées en dehors des eaux territoriales.

26. M. PETREN (Suède) estime qu'il convient de spécifier que la conférence technique internationale n'étudierait aucune question de caractère juridique. La délégation de la Suède ne serait pas en faveur d'un texte qui laisserait subsister des doutes à ce sujet.

27. M. SERRANO GARCIA (Salvador) se déclare prêt à accepter l'idée fondamentale qui est à la base du projet de résolution commun. Il est en effet souhaitable de convoquer une conférence chargée de procéder à l'étude de l'aspect technique de la question.

28. Toutefois, comme l'ont fait remarquer certains membres de la Commission, et notamment le représentant de l'Uruguay et d'autres représentants de l'Amérique latine, la forme de ce projet de résolution laisse à désirer. M. Serrano Garcia rappelle la résolution 798 (VIII) de l'Assemblée générale ainsi que le projet de résolution que la Commission a adopté à la séance précédente au sujet du plateau continental (A/2849, par. 18). A son avis, il serait préférable, avant de convoquer la conférence technique internationale, d'attendre le résultat de la conférence régionale interaméricaine qui doit se réunir l'année prochaine. D'autre part, M. Serrano Garcia pense qu'il n'y a pas lieu d'inscrire le rapport de cette conférence technique internationale à l'ordre du jour provisoire de la dixième session ordinaire de l'Assemblée générale, comme le prévoit le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.6/L.343), et qu'il serait plus indiqué de l'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Commission du droit international.

29. Il indique que le texte des amendements annoncés à la séance précédente sera distribué incessamment.

30. M. MAURTUA (Pérou) compte qu'une atmosphère d'entente s'établira qui permettra aux auteurs du projet de résolution et aux auteurs des amendements à ce projet d'arriver à un texte unifié.

31. M. MENDEZ (Philippines) fait observer que la question de l'étude technique des pêcheries est d'ordre purement économique, et qu'il serait indiqué de la renvoyer à la Deuxième Commission de l'Assemblée.

32. M. Méndez n'est toutefois pas hostile au texte du projet de résolution commun et l'appuiera, si la Sixième Commission décide d'examiner la question, compte tenu de l'observation du représentant de la Suède.

33. Le PRESIDENT rappelle que c'est à la suite d'une décision de l'Assemblée siégeant en séance plénière que la Sixième Commission a été saisie de ce point de son ordre du jour. La question a déjà fait l'objet d'une discussion en séance plénière, car le Bureau avait tout d'abord proposé que ce point soit renvoyé à la Deuxième Commission.

34. M. BENITES VINUEZA (Equateur) constate avec satisfaction qu'un accord semble possible, car les divergences de vues ne sont pas fondamentales; la plupart des représentants se sont en effet déclarés en faveur d'une conférence technique. Il pense par conséquent, comme le représentant du Pérou, que les auteurs du projet de résolution et les auteurs des amendements pourront sans doute parvenir à un accord.

35. En ce qui concerne la proposition des Philippines, M. Benites Vinueza fait ressortir que la question des pêcheries a été examinée par la Commission du droit international et que c'est par conséquent la Sixième Commission qui doit en connaître.

36. M. STABEL (Norvège) loue l'initiative des auteurs du projet de résolution commun. La Norvège, dont l'économie repose dans une large mesure sur la pêche, attache une importance capitale à cette question, qui présente aussi un intérêt pour le monde entier. Le Gouvernement de la Norvège a jusqu'à présent été plutôt en faveur de solutions régionales, mais il est aussi partisan de rechercher la solution du problème sur une base mondiale. Une conférence internationale composée de savants et d'experts de toutes les parties du monde devrait donner de précieux résultats; elle pourrait, à son avis, constituer un premier pas vers une convention universelle dans le domaine de la pêche. Elle fournirait en tout cas une impulsion nouvelle dans ce domaine; ce dernier résultat devrait même être l'un des principaux objectifs de la conférence.

37. M. Stabel pense, comme le représentant de la Suède, que la conférence ne devrait s'occuper que de l'aspect technique de la question. Il étudiera avec intérêt les amendements au projet de résolution commun.

38. M. MAURTUA (Pérou) ne partage pas le point de vue du représentant des Philippines et estime que c'est à la Sixième Commission qu'il appartient d'examiner la question. La conférence technique internationale est simplement appelée à fournir un avis technique de façon à éclairer les travaux futurs de la Commission du droit international. Il est d'usage courant que les juristes aient recours à des avis de cette nature. La Sixième Commission a reconnu le principe de l'unité de toutes les questions relevant du régime de la mer et la question en discussion, qui s'y rattache, demeure essentiellement juridique.

39. M. TARAZI (Syrie) se déclare partisan de la convocation d'une conférence internationale qui ne s'occuperait que des questions d'ordre purement technique. Il partage sur ce point l'avis du représentant de la Suède. Il ne serait pas opportun maintenant de convoquer une conférence chargée d'étudier les aspects juridiques de la question.

40. M. Tarazi rappelle les dispositions de l'article 122 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, et estime que la Sixième Commission devrait statuer immédiatement sur la proposition du représentant des Philippines.

41. M. SPIROPOULOS (Grèce) fait ressortir que puisque la Commission a adopté le principe du renvoi de toutes les questions relatives au régime juridique de la mer à une session ultérieure, il serait évidemment illogique de confier à une conférence internationale le soin de s'occuper de l'aspect juridique de la question de la pêche. Il est maintenant clair que la conférence prévue dans le projet de résolution commun (A/C.6/

L.343) ne serait appelée à examiner que l'aspect purement technique de la question. La Commission du droit international a proposé certaines règles d'ordre juridique et élaboré les principes généraux qu'il convient d'adopter afin d'assurer la protection de la pêche. M. Spiropoulos cite à ce propos les articles 1 et 2 des projets d'articles qui figurent dans le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa cinquième session (A/2456, par. 94), ainsi que le paragraphe 104 de ce rapport. L'un des objectifs de la conférence internationale devrait être d'établir les règles d'application des principes généraux proposés par la Commission du droit international, sans modifier ces derniers. On pourrait sans doute objecter que ces principes n'ont pas un caractère définitif. Mais M. Spiropoulos estime qu'il serait néanmoins utile d'étudier d'ores et déjà les règles d'application pratique; cette étude servirait non seulement à la Commission du droit international ou à une conférence internationale chargée de l'ensemble du problème de la haute mer, mais aussi aux Etats qui voudraient adopter de leur propre chef certaines réglementations en matière de pêche.

42. M. Spiropoulos pense que la majorité des membres seront disposés à voter en faveur du projet de résolution s'il est indiqué clairement que la conférence examinera seulement les règles d'application pratique des principes adoptés par la Commission du droit international.

43. M. MENDEZ (Philippines) maintient son point de vue, mais ne demande pas à la Commission de se prononcer immédiatement sur le problème de compétence qu'il a soulevé.

44. Le PRESIDENT suggère aux coauteurs du projet de résolution (A/C.6/L.343) d'examiner, avec les auteurs des amendements annoncés, la possibilité d'élaborer une formule unique, susceptible d'être adoptée à une forte majorité au cours de la séance suivante.

45. M. EVANS (Royaume-Uni) pense qu'il n'est pas possible aux auteurs du projet de résolution commun de s'engager à rédiger un texte de compromis avant d'avoir eu connaissance de la teneur des amendements. Il ne s'oppose pas, cependant, au principe d'une réunion de tous les auteurs des deux textes.

46. Après un bref échange de vues auquel participent, en dehors du Président, M. MAURTUA (Pérou), M. EVANS (Royaume-Uni), M. PEREZ PEROZO (Venezuela) et M. BENITES VINUEZA (Equateur), le PRESIDENT propose de fixer exceptionnellement à 11 h. 30 l'ouverture de la 437ème séance de la Commission, ce qui permettrait aux auteurs des divers textes de se réunir, s'ils le désirent, du début de la matinée du lundi 6 décembre.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 12 h. 30.